



La nouvelle course aux armements

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Thème: [Militarisation](#)

Mondialisation.ca, 09 juillet 2007

9 juillet 2007

Le 11 juin dernier, l'Institut International pour la Paix de Stockholm (le SIPRI) publiait son rapport annuel 2007 sur les dépenses militaires mondiales. Les mêmes constats. Des dépenses de l'ordre de 1200 milliards de dollars US en 2006, un total sans précédent, des dépenses à la hausse par rapport à 2005 et surtout, un peu partout, des budgets militaires nationaux plus élevés : «Un monde armé jusqu'aux dents» [selon l'opinion de certains analystes](#). Les mêmes facteurs explicatifs sont invoqués : la persistance de certains conflits régionaux, les guerres d'occupation en Afghanistan et en Irak, la pression qui pèse sur certaines ressources stratégiques dont le processus de raréfaction suscite les convoitises telles que les ressources énergétiques sans oublier la guerre mondiale contre le terrorisme qui vient exercer une ponction non négligeable dans les budgets nationaux.

Pour le complexe militaro-industriel, c'est une ère de prospérité sans égale: des ventes colossales d'équipements pour la «défense» et, par conséquent, du matériel de guerre acquis dans le but de renouveler les arsenaux, les moderniser et se préparer pour contrer les menaces sans cesse exacerbées par le comportement impérialiste des grandes puissances. Même le travail de lobby dans ce secteur a été grandement facilité par les politiques de défense appliquées dans le cadre des alliances militaires et, surtout celles de l'OTAN.

Cet article examine l'ampleur du phénomène et les facteurs aggravants à l'origine de cette situation accablante pour l'humanité. Que s'est-il passé en 2006? Comment s'est matérialisé le commerce des armements? Quels furent les principaux bénéficiaires de cette manne génératrice de morts et de destruction? Quelles furent les principaux résultats des efforts de désarmement déployés par l'ONU et le plan d'action proposé par les pays du continent africain, encore le plus affligé par les guerres en 2006, dans leurs efforts pour prévenir les conflits armés?

I. LA RECHERCHE DE LA «PAIX» PAR LES ARMES

Les dépenses militaires mondiales en 2006 reflètent l'application du concept de la sécurité assurée par la force, la dissuasion et les armes. Ce concept, hérité de la guerre froide, vient à l'encontre des concepts développés au cours des deux dernières décennies, soit celui de la durabilité, de la coopération pour le développement juste et équitable et de la solidarité internationale et intergénérationnelle. Le recours à la guerre pour conquérir des marchés et les contrôler ne peut que porter préjudice à l'ensemble de l'humanité et favoriser une minorité de privilégiés. La recherche de la sécurité par les armes est une avenue condamnée sur toutes les tribunes qui prônent un développement pour tous tant au Nord qu'au Sud.

1.1 L'ordre mondial maintenu par la force, la violence et la dissuasion

Les politiques de la défense nationale sont définies désormais dans un contexte dans lequel les menaces qui pèsent sur les populations sont globales et omniprésentes, des menaces qui peuvent aller de la simple intervention armée limitée jusqu'à une attaque nucléaire, bactériologique, radiologique ou chimique de grande ampleur. Rien n'est écarté. Les grands stratèges occidentaux justifient la préparation à la guerre dans un climat d'incertitude qui règne sur la Planète, climat qu'ils contribuent largement à créer en encourageant les grandes puissances à exercer des pressions voire des menaces sur les pays dotés de ressources stratégiques tels que l'Iran ou le Venezuela présentement.

Il est impératif, donc, de doter les armées nationales des forces modernes dont elles ont besoin pour faire face à ces menaces et pour pouvoir rétablir l'ordre par le recours à la violence armée. Cette approche qui prime sur le droit ne peut qu'engendrer l'instabilité, le chaos et la guerre et c'est ce qui est recherché. Les stratégies sont conçues en conséquence et mises en application à partir de plans opérationnels mis au point et financés à la hauteur des finalités recherchées, c'est-à-dire à la hauteur d'un contrôle universel des ressources et des populations humaines.

1.2 Les politiques de la défense nationale. Se préparer au combat et assumer les dépenses exigées pour la guerre et sa préparation

Peu importe alors les coûts de telles opérations, car elles rapportent et rapporteront à leurs auteurs : un pouvoir plus grand, une domination plus étendue et assurée et surtout un assujettissement de la majorité de la population mondiale grâce au concours de gouvernements acquis à cette logique. C'est la poursuite d'un processus de conquête impérialiste incontrôlé. C'est le nouvel ordre mondial dont l'établissement et le maintien ne peuvent être fondés que sur la force et la violence armée, principe fondamental désormais inscrit de façon plus formelle dans les politiques de défense nationale [comme c'est maintenant le cas au Canada](#) et en [Australie](#) .

1.3 Le coût à payer

En 2006, les dépenses militaires mondiales totales sont de 1204 milliards de dollars US, une somme en hausse de 3,5% par rapport à celle de 2005 et de 37% par rapport aux données d'il y a dix ans. C'est en partie le coût à assumer. Il s'agit d'un sommet historique à ce chapitre. La plupart des dépêches en provenance de l'Occident ne font que faire le constat sans le qualifier d'excessif. On y perçoit une certaine satisfaction de la part des tenants du libéralisme économique. Des dépenses plus élevées dans ce domaine c'est une production en expansion pour les corporations multinationales de l'aérospatiale et de la défense. [Ce sont des contrats très lucratifs et des investissements très profitables](#). La nouvelle ne fait pas la Une, car elle n'étonnera personne et elle se confondra tout simplement aux faits divers. Il ne faut pas trop non plus étaler aux yeux du grand public ces données, car elles pourraient provoquer de l'indignation quand on voit le taux d'appauvrissement de la majorité de la population mondiale augmenter de jour en jour et partant la diminution de l'indice général de développement humain.

Cette nouvelle illustre pourtant une réalité accablante pour l'ensemble de l'humanité. Des sommes considérables sont consacrées à la guerre ou à sa préparation, font une ponction très importante dans les budgets nationaux et viennent annihiler une grande partie des

efforts déployés pour éradiquer la pauvreté. Cette nouvelle signifie aussi que les activités qui les génèrent sont actionnées, encouragées et soutenues par les gouvernements dont les politiques prônent encore la violence armée dans la résolution des conflits qui naissent de la conquête et de l'occupation des espaces et du contrôle effectif des ressources stratégiques planétaires.

Pour l'essentiel, ces dépenses profitent aux pays membres du Club nucléaire et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Les États-Unis « restent largement en tête avec une enveloppe de 529 milliards de dollars en 2006, en nette hausse par rapport à 2005 (505 milliards) » (YahooFrance! Actualités, Juin 2007). Leur complexe militaro-industriel, dans ce contexte, se porte à merveille. Les profits enregistrés par les fabricants de matériel militaire atteignent des sommets : « Les principaux fabricants dans le monde ont ainsi engrangé 290 milliards de dollars en 2005 (soit le quart des dépenses totales), les États-Unis en tête. En effet, 40 fabricants américains ont réalisé 63% des ventes, tandis que 32 fabricants européens se partagent 29% du montant des ventes en 2005... Quatre sociétés américaines ont ainsi vu leurs ventes grimper de plus d'un milliard de dollars en 2005 : L-3 Communications, Raytheon, Northrop Grumman et General Dynamics » (Berber, M, 2007).

Les autres grands gagnants dont la militarisation est un moteur économique de premier plan sont la Grande Bretagne, la France, la Chine, le Japon et la Russie. En effet, la Grande-Bretagne et la France viennent au deuxième et au troisième rang. En 2006, ces pays qui comptent chacun pour 4% des dépenses militaires à l'échelle mondiale, ont consacré respectivement 59 et 53 milliards de dollars (Radio-Canada, 11 juin 2007).

En Asie centrale, les dépenses, on pouvait s'y attendre avec les pressions exercées sur plusieurs gouvernements par Washington et l'établissement de bases militaires ou la réouverture d'anciennes bases, ont augmenté de 73% durant ces dernières années.

La Chine, au quatrième rang, affiche des dépenses de l'ordre de 49,5 milliards de dollars, un peu plus que celles du Japon qui sont de 43,7 milliards de dollars.

La Russie, quant à elle, présente un budget de 34,7 milliards de dollars, un total en hausse de 12% par rapport à celui de 2005. Depuis 1998, ce pays a entrepris la modernisation de ses équipements militaires, ce qui a fait en sorte d'augmenter ses dépenses sous cette rubrique de l'ordre de 155% durant cette période.

Nous avons donc à peu près le même tableau que celui que l'on observe depuis une décennie : Les États-Unis avec 46% des dépenses totales au premier rang suivis loin derrière par la Grande-Bretagne et la France avec un total combiné de 8%, la Chine et le Japon avec des dépenses de près de 100 milliards de dollars se rapprochent ainsi à peu près à 8% du total mondial et, enfin, la Russie ferme la marche avec près de 3%.

En somme, les budgets militaires de 2006 des cinq Grands avec l'addition de celui du Japon montrent un total de 768,6 milliards de dollars, soit 64% des dépenses militaires mondiales. Cette somme correspond à des dépenses de l'ordre de 2,1 milliards par jour ou 175 millions à l'heure. C'est ainsi que s'exprime la volonté de puissance sans cesse accrue de l'Empire. Maintenir les arsenaux est une priorité absolue de ses politiques de défense et de sécurité tant pour les équipements domestiques que ceux de ses alliés les plus fidèles et indéfectibles.

En bref, les dépenses militaires sont exacerbées par la pression constante exercée par les

États-Unis sur tous les gouvernements capables d'apporter des éléments justificatifs au processus de réarmement de leur pays afin de les convaincre, par le chantage, les menaces ou autres stratagèmes, d'augmenter leurs dépenses militaires [comme ce fut le cas avec le Canada au cours des quatre dernières années](#).

1.4 Des dépenses militaires en hausse constante

Au cours de la dernière décennie, celle qui nous a fait entrer dans un nouveau Millénaire désormais consacré au développement social et à la paix pour toutes les Nations (Appel de la Hayes pour la Paix 1999) avec le lancement des objectifs du Millénaire pour le développement par l'Assemblée générale de l'ONU en 2000 les budgets militaires n'ont fait qu'augmenter en repoussant ainsi à plus tard la poursuite des objectifs de l'ONU pour l'établissement de la paix ou son maintien par un développement économique juste, équitable et solidaire pour les pays pauvres de l'hémisphère sud. Selon le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, «les ODM ne pourront être atteints en 2015 qu'à la condition que les pays les plus riches augmentent considérablement les sommes qu'ils consacrent à l'aide publique au développement international» (United Nations, 2007).

Selon les données du SIPRI, au cours des dernières années les dépenses militaires mondiales ont connu une croissance constante correspondant à une augmentation de 37% entre 1997 et 2006 (figure 1).

Figure 1. Les dépenses militaires mondiales, 1988-2006. [Cliquez ici](#).

1.5 L'action combinée de plusieurs facteurs aggravants

Un certain nombre de facteurs sont invoqués pour expliquer le taux élevé de croissance des budgets militaires. Le premier et sans nul doute le plus déterminant est la politique étrangère guerrière et agressive des États-Unis symbolisée par la guerre contre la terreur qui a justifié, à leurs yeux, l'occupation armée de l'Afghanistan et de l'Irak (photos 1,2 et 3) et l'a entraîné à renforcer les mesures de sécurité à l'intérieur des frontières mêmes du pays, mesures qui ont exigé, [entre 2001 et 2006, des crédits supplémentaires de 432 milliards de dollars](#). Les dépenses reliées directement à l'intervention armée en Irak totalisent, depuis 2003, en ces premiers jours de juillet 2007, la somme de plus de 440 milliards de dollars selon le [National Priorities Project](#). Selon le Global Policy Forum, les Étatsuniens avaient construit en Irak, jusqu'au début de 2007, un total de 55 installations militaires et, au cours des années 2003 et 2004 ils avaient bâti plus d'une centaine de bases, centres de détention, quartiers généraux de l'armée de terre, centres d'approvisionnement de matériaux logistiques et de nombreux dispositifs pouvant servir aux opérations d'attaque et de défense (Iraq Solidaridad, 2007). Selon C. Varea, dans un excellent article sur la question, l'Administration Bush a demandé et obtenu plus de 1100 milliards de dollars pour ces installations ([Rebellion](#)).

Photo 1. L'opération Liberté immuable ou Enduring Freedom en Afghanistan. Premières actions contre les actes terroristes



© USMC Army

Source : [Images google](#)

Photo 2. L'occupation armée de l'Irak



Source : www.stopusa.be/Affiches/Image4.gif

Photo 3. Vue d'un hélicoptère atterrissant dans la Zone Verte de Bagdad



Source : http://www.nodo50.org/iraq/2007/docs/14_04_07_Informe_Global_Bases.html

En second lieu, la construction de nouvelles installations militaires un peu partout dans le monde, dans le contexte du redéploiement des forces armées en fonction de la valeur fluctuante selon les régions des ressources stratégiques, a exercé une pression considérable sur le budget national des USA (mondialisation.ca).

En troisième lieu, les conflits régionaux, 29 au total en 2006, ont entraîné l'achat d'armements en grande quantité, notamment les petites armes.

En quatrième lieu, le processus de modernisation de l'équipement de plusieurs armées nationales s'est poursuivi avec l'importation massive de matériel militaire en provenance surtout des États-Unis et de la Russie. Les dix principaux importateurs d'armements conventionnels en 2005 (56,3% des importations mondiales) sont la Chine, l'Inde, les Émirats Arabes Unis, Israël, la Grèce, Taiwan, l'Égypte, la Turquie, l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud (GRIP, 2006).

En 2006, les États-Unis avec 30,8% du total mondial approvisionnent principalement le marché du Moyen-Orient et ses principaux clients sont la Grèce, Israël, le Royaume-Uni et l'Égypte qui comptent à eux quatre pour 36% des livraisons américaines (Mampaey, L., 2006) , tandis que la Russie répond à celui de [l'Iran, du Venezuela, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Bangladesh et de l'Algérie pour des ventes totales de six milliards de dollars](#) . À titre indicatif, les tableaux 1 et 2 présentent le volume et la valeur des principales armes classiques et les armes légères fournies par les pays du G8 en 2003 d'après Amnesty International reprenant les données du SIPRI :

TABLEAU 1. Volume des exportations des principales armes classiques en 2003 et en millions de dollars américains

PAYS

Exportation des principales armes classiques en 2003

Russie

6980

États-Unis

4385

France

1753

Allemagne

1549

Canada

556

Royame-Uni

525

Italie

277

Japon

Le SIPRI ne donne aucun chiffre pour ce pays

Source : <http://web.amnesty.org/library/index/frapol300072005>

Note : Les chiffres fournis par le SIPRI indiquent simplement le volume des transferts d'armes internationaux, et non la valeur monétaire réelle de ces transferts. Ces chiffres ne peuvent donc pas être comparés aux autres.

Tableau 2. La valeur en dollars US des exportations d'armes légères effectuées par les pays du G8 en 2001

Pays

La valeur en millions de dollars US des exportations d'armes légères effectuées par les pays du G8 en 2001

États-Unis

741,4

Italie

298,7

Allemagne

156,7

Japon

70,3

Canada

53,6

Royaume-Uni

44,8

Russie

42,2

France

33,7

Source : <http://web.amnesty.org/library/index/frapol300072005>

D'autres facteurs non négligeables, dans une perspective à moyen et à long terme, correspondent à la raréfaction attendue du pétrole et du gaz qui pourrait créer de nouveaux conflits : «Les régions riches en ressources énergétiques, pas seulement le Proche-Orient, mais aussi l'Afrique, l'Asie Centrale, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est seront potentiellement des zones de conflit dans les décennies à venir (Berber. M., Juin 2007).

Le lobby des vendeurs d'armements et les salons de l'aérospatiale et de la défense, sans oublier les nombreux spectacles aériens organisés sur des bases militaires, se multiplient et amplifient leurs activités. On observe la tenue annuelle d'une trentaine de salons de l'aéronautique, de l'espace et de la défense dans le monde (25 au total en 2007) dont le calendrier de 2007 apparaît à l'annexe 1 ([Strategis](#)). On note qu'ils sont tenus dans tous les continents excepté l'Afrique, le plus grand nombre en Amérique du Nord et en Europe, puis en Inde, en Australie, à Dubai, à Hong Kong et en Chine. Rien n'est négligé pour promouvoir ce marché lucratif et les gouvernements y apportent leur soutien financier et logistique dans le cadre de leur politique nationale d'aide à la R-D et à l'exportation.

II. LES EFFORTS DE DÉSARMEMENT

Devant cette poussée sans précédent de réarmement de la planète comment réagit le mouvement pacifiste mondial? Quels sont les résultats des négociations du système des Nations Unies dans le domaine du désarmement? Quels efforts sont déployés pour stopper l'occupation armée illégale de l'Afghanistan et de l'Irak?

L'ONU et le désarmement

Les pourparlers de haut niveau relatifs aux différents aspects du désarmement mondial, notamment, ceux qui sont menés par la Commission du désarmement de l'ONU semblent en

quelque sorte se poursuivre au ralenti.. En 2006, la commission a établi un programme étalé sur trois ans pour traiter des enjeux entourant l'élimination des armements nucléaires et leur prolifération, des moyens pratiques pour mettre en place des mesures de confiance concernant les armements conventionnels ou classiques, bâtir une compréhension commune des menaces posées dans l'immédiat par les armements nucléaires et procéder à une réflexion approfondie sur les manières de changer les perceptions que l'on a développées sur l'entreprise du désarmement et de la prolifération. Les propos du Secrétaire général adjoint des Affaires de désarmement de l'ONU, Nobuaki Tanaka, résument bien l'importance des discussions qui ont été amorcées en 2006: « *L'état d'urgence, ressenti à l'échelle mondiale, posé par le risque de la prolifération imminente s'est avéré un fait évident, mais il ne faudrait pas oublier que, globalement, les armements nucléaires se comptent encore par milliers (note 2). Cependant, les préoccupations largement exprimées concernant la menace posée par les armes de destruction massive ne doivent pas détourner l'attention qui doit être portée sur les problèmes de contrôle et de réduction des armes conventionnelles et des forces armées. La prolifération de ces armes s'avère une menace sérieuse pour la paix et la sécurité dans trop de régions dans le monde et un traitement des symptômes et le recours à des solutions ad hoc n'ont pas donné jusqu'à maintenant de résultats concrets durables* » (Nations Unies, 2006).

Selon [Agir Contre la Guerre](#), «*les résolutions prises à chaque année par l'Assemblée générale de l'ONU sur les divers projets de désarmement illustrent l'opposition systématique des États-Unis à tout projet en faveur de l'élimination des armements nucléaires ou autres engins de mort ou de destruction. En effet, selon cet organisme, Il est intéressant d'analyser les votes émis sur ses résolutions le 8 décembre :*

-Résolution demandant l'interdiction de tous les essais nucléaires : 173 voix pour, une voix contre: États-Unis;

-Résolution demandant d'établir un calendrier d'élimination des armes nucléaires, proposée par le Japon : 164 voix pour, deux voix contre : États-Unis, Inde;

-Résolution demandant d'établir un calendrier pour un monde dénucléarisé, en renforçant le traité de non-prolifération des armes nucléaires, en interdisant la militarisation et la nucléarisation (mise en orbite d'armes atomiques) :Elle est la plus ambitieuse et exprime la position des deux continents dénucléarisés : Amérique Latine et Afrique, auxquels se joignent des voix minoritaires : la Suède et l'Irlande dans l'Union européenne, et la Nouvelle-Zélande dans le monde anglo-saxon. Les oppositions à cette résolution qui recueille 128 voix viennent de tous les va-t-en guerre : États-Unis, France, Inde, Israël, Pakistan, Royaume-Uni;

- Résolution demandant l'ouverture de négociations pour empêcher la militarisation de l'espace (« guerre des étoiles ») 174 voix pour, 4 abstentions : États-Unis, Israël, et deux petits états vassaux des États-Unis : la Micronésie et les Iles Marshall.

Ces votes très massifs en faveur du désarmement montrent bien qui sont les principaux acteurs de la course à la guerre, mais, en même temps, ils révèlent cruellement l'impuissance des Nations Unies ».

Le règlement des conflits armés

Selon les données de [Project Ploughshares](#), en 2006 des conflits armés ont pris fin en Angola-

Cabinda, en Serbie et au Montenegro et en Indonésie (dans la province d'Aceh et dans les Îles Mollusques). L'Afrique est encore affligée par 12 conflits armés affectant directement 11 pays (voir la carte 1 et la carte proposée par Project Ploughshares intitulée : « [Armed conflict in 2005](#) »). Un appel a été lancé en mars 2006 en faveur d'un plan d'actions concertées en vue de prévenir les conflits. Il correspond au plan d'action de Dakar, [Ce plan recommande une série de mesures propres à mobiliser toutes les forces vives de la société](#) en faveur de la paix et surtout les leaders politiques. Quant à la situation catastrophique du Darfour le sommet pour la paix tenu à Paris en juin dernier n'a pas donné de résultats concrets. Tout au plus, des déclarations et des vœux pieux : « L'avenir s'est éclairci », a assuré le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner à la fin de la rencontre. « La communauté internationale ne peut pas continuer à rester sans rien faire », a de son côté [déclaré la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice](#). Le projet de l'envoi d'un contingent additionnel de soldats sous le commandement de l'ONU n'est certes pas la solution pour rétablir un climat favorable à la paix et au développement. Il nous semble donc que cet autre génocide qui a fait plus de 200 000 morts et 2,5 millions de déplacés à l'intérieur du Soudan et au Tchad risque de se prolonger encore longtemps (NUMA GOUDOU, J., 2007).

Pour voir la Carte (1): L'Afrique un continent dévasté par les conflits, [cliquez ici](#).

Mettre fin à l'occupation armée de l'Afghanistan et de l'Irak

Mettre fin à cette occupation est la priorité actuelle du mouvement pacifiste mondial. Les manifestations populaires nombreuses (des centaines de millions de gens) dans tous les pays du monde contre le déclenchement de cette guerre qui ont marqué d'abord les préparatifs de l'invasion armée de l'Irak et puis son occupation ont fait prendre conscience à la majorité que le pouvoir des armes est amplement plus fort que celui des urnes. Les efforts diplomatiques ont échoué et les velléités des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont triomphé. La guerre comme telle a pris officiellement fin en 2003, mais elle s'est poursuivie avec son cortège de massacres de la société civile irakienne dont la responsabilité a été imputée officiellement par la Coalition comme étant des heurts interconfessionnels et non le résultat direct de cette intervention armée et ainsi de la présence de centaines de milliers de soldats engagés dans des combats contre la résistance irakienne, le tout sous le prétexte de maintenir l'«ordre» et la «sécurité» à l'instar des éléments qui justifient la présence des armées occidentales en Afghanistan.

[Le bilan des victimes en Irak entre 2003 et 2005 fut de 24 865 personnes](#). En 2006, [selon les sources officielles du gouvernement irakien](#), plus de 16.245 furent victimes de la guerre dont 12.000 civils, les autres étant des membres des forces de sécurité ou des groupes insurgés. Ces chiffres sont bien en deçà des statistiques souvent mentionnées par des organismes indépendants et, notamment, celles provenant d'un [rapport des universités Johns Hopkins des USA et de Al-Mustansiriya de Bagdad](#) qui atteindraient plutôt les 650 000 victimes au total depuis le début des hostilités.

Pour stopper cette aventure belliqueuse et faire en sorte que les troupes étrangères se retirent de l'Afghanistan et de l'Irak on ne pourrait compter sur le Conseil de sécurité des Nations Unies qui a autorisé, par de multiples résolutions, ces invasions au détriment du droit international. Devant cette situation il est toutefois possible de protester contre ces guerres en ayant à l'esprit les trois scénarios suivants. Le premier est le triomphe des mouvements de résistance déployés dans ces deux pays, soit une victoire sur l'occupant ou

du principe de l'autodétermination. Est-il vraisemblable de croire que ces éléments peuvent vaincre par les armes les forces de la coalition? Il est difficile de l'imaginer dans les circonstances actuelles même si certaines méthodes de la guérilla peuvent parfois sembler efficaces. C'est le scénario du pire qu'il importe de ne pas retenir car il pourrait s'avérer très dévastateur à moyen terme.

Le second scénario. c'est la lassitude ou l'épuisement des forces de la coalition ne pouvant pas indéfiniment être remplacées pour des raisons tant logistiques que financières. Dans ce contexte, un grand nombre de militaires ne comprennent pas tout à fait la raison pour laquelle ils sont engagés comme combattants directement sur le terrain en Asie centrale et au Moyen-Orient. Pourquoi ces combats contre des sociétés qui n'ont jamais attaqué militairement les pays de l'Occident et qui ne manifestent aucunement une volonté d'hégémonie dans la région? Cet état de fait pourrait rendre plus difficile le processus de recrutement de nouveaux contingents, surtout s'il faut remplacer les autres forces de la coalition qui voudront tôt ou tard se retirer.

Le troisième réside dans un changement politique substantiel à la Maison-Blanche permettant d'envisager le scénario d'un retrait négocié redonnant à l'Afghanistan et à l'Irak leur pleine autonomie avec la tenue d'élections libres et démocratiques. Ce virage entraînerait le retrait immédiat des troupes étrangères. Est-il possible dans le contexte géopolitique mondial actuel? Pour les tenants des guerres d'occupation et des profits qu'elle génèrent, il semble absurde d'adhérer à une telle idée. Des gouvernements fantoches, pour le moment, font très bien l'affaire...

Pendant ce temps, les guerres font des ravages considérables dans l'ensemble des infrastructures de ces pays et créent un climat qui empêche tout espoir de reconstruire les régions dévastées. Quelle tristesse! Quelle réalité désolante qu'on ne peut que déplorer le plus souvent en silence, mais aussi qu'on doit dénoncer quand les circonstances s'y prêtent!

CONCLUSION

Reprenons les propos que nous tenions en 2004 au sujet de la course mondiale aux armements : «Ce spectacle auquel on assiste est désolant, désespérant. La course mondiale aux armements a repris de plus belle et ses protagonistes principaux sont ceux qui ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et même un droit de veto sur toute décision d'importance névralgique pour l'avenir de l'humanité. Il faut donc dire non! haut et fort à tous ces projets de réarmement qui s'inscrivent encore à l'intérieur des concepts de sécurité traditionnels et qui laissent peu de place pour celui de la sécurité commune ou coopérative, le concept à la base des engagements du Sommet du millénaire, du Consensus de Monterrey et du plan d'action du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg» ([Le Devoir](#)).

«La préparation à la guerre se poursuit non seulement aux États-Unis, mais dans tous les pays industrialisés qui assurent la production des armements et dans des dizaines d'autres qui continuent d'augmenter ou de moderniser leur arsenal. Dans ce contexte, il faut non seulement s'opposer à toute guerre, mais il est urgent de s'opposer à la production des armements et à leur commerce un peu partout dans le monde, travailler à la reconversion des usines d'armement et rendre les armées nationales inconstitutionnelles ou en modifier profondément le rôle et les missions. Quand les foules manifesteront en ce sens, on pourra penser qu'il sera possible de faire triompher la diplomatie préventive et oublier à tout jamais les conflits armés régionaux et les «interventions armées dites préventives».

En somme, le concept de sécurité commune ou coopérative à promouvoir dans toutes les instances est de :

- Procéder au désarmement général et complet. Il s'agit du transfert de budgets de la défense vers les autres secteurs de l'économie et de l'arrêt immédiat de la production et de la vente de tous les types d'armes.
- Sauver la biosphère par la restauration des écosystèmes dégradés ou détériorés et la protection de la diversité biologique et des zones les plus productives de vie ainsi que la sauvegarde des espèces vulnérables, rares ou menacées d'extinction.
- Promouvoir le commerce équitable de biens et de services produits dans le respect des conventions internationales sur le travail et le commerce, biens et services utiles et accessibles à toute l'humanité.
- Promouvoir une gouvernance responsable et imputable. Une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale est nécessaire afin de donner une voix réelle à toute la population mondiale dans le concert des nations de manière à ce que l'Occident qui ne correspond plus qu'à peine à 10 % des habitants de la planète, ne soit plus celui qui dicte la conduite et qui établisse par la force l'ordre mondial qui lui convient (Dufour, J., 2002 et 2007).
- «Enseigner et protéger les droits humains et les libertés fondamentales. Ces éléments se retrouvent, pour l'essentiel, dans la déclaration finale des sommets mondiaux cités plus haut. Lors de ces sommets, des stratégies ont été proposées pour diminuer l'extrême pauvreté et la misère dans le monde qui affligent plus de la moitié de la population mondiale (Nations unies, Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable, 2002). Les plans d'action se sont donnés comme cible d'atteindre en 2015 certains objectifs comme réduire de moitié le nombre de pauvres et donner l'accès à l'eau potable pour le milliard d'habitants qui en sont privés. Il s'agit d'un appel lancé à tous les gouvernements du monde de se mettre à l'oeuvre et de relever le plus grand défi de l'humanité en ce début du troisième millénaire: sauver la biosphère et entreprendre le travail d'élimination de l'apartheid Nord/Sud. Seulement 10 % des dépenses militaires, pendant une décennie, permettraient d'atteindre ces objectifs» (Dufour, J., 2004).

Ces propos sont corroborés par les protagonistes de l'établissement de la paix mondiale sans le recours aux armes. Cette hausse des dépenses militaires mondiales constitue une menace grandissante pour la survie de l'humanité. Le Mouvement de la Paix, notamment, déplore cette situation. Selon les propos mêmes de Arielle Denis, co-présidente du mouvement : «Pendant ce temps, des millions d'êtres humains meurent chaque année de malnutrition, de maladies que l'on sait soigner facilement, du dénuement total et des souffrances causées par les guerres, ou les catastrophes climatiques. D'autres mieux lotis souffrent de précarité, de chômage, du mal logement, et sont souvent privés d'accès aux soins. Les Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM), fixés par l'ONU et approuvés par tous les chefs d'État entendent réduire de moitié la pauvreté en 10 ans. Il suffirait de 135 milliards de dollars chaque année pour avancer dans la bonne voie et arracher la majorité des habitants de la planète aux mâchoires de la misère : [10% seulement des dépenses militaires](#)». Est-ce qu'il sera trop tard au moment où le politique aura pleinement conscience de la signification de ce slogan à populariser davantage : «Désarmer pour développer autrement»?

RÉFÉRENCES

AMNESTY INTERNATIONAL. 2007. Les pays exportateurs d'armes du G8 et les transferts d'armes irresponsables. 22 juin 2005. [Adresse Internet](#).

BERBER, M. 2007. Défense. Les dépenses mondiales augmentent. Rfi actualité. Le 11 juin 2007. Adresse Internet : http://www.rfi.fr/actufr/articles/090/article_52668.asp

CHOSSUDOVSKY, M. 2002. Guerre et mondialisation. La vérité derrière le 11 septembre. Montréal, écosociété. 251 pages.

COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE. 2007. Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan. Brochure d'information. Montréal, février 2007. 44 pages.

CONSEIL OECUMÉNIQUE DES ÉGLISES. Décennie «vaincre la violence». 2005. Dépenses militaires mondiales 1995-2004. Rapport succinct. Septembre 2005. [Adresse internet](#).

DUFOUR, J. 2001. La prévention et la résolution pacifique des conflits en Afrique. In: L'après-guerre en Afrique des Grands Lacs. Des stratégies pour une paix réelle et durable. Actes du Colloque, Congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 15 mai 2001. GRIR, Université du Québec à Chicoutimi, pp. 27-39.

DUFOUR, Jules. 2004. Il est urgent de stopper la course folle des dépenses militaires mondiales. Le Devoir, le 6 août 2004, p. A9. Adresse Internet : <http://www.ledevoir.com/2004/08/06/60703.html>

DUFOUR, Jules. 2004. La sécurité coopérative et les libertés à protéger. Texte d'une conférence prononcée dans les cadres du VIII^{ème} congrès de l'Institut international de l'Ombudsman, Québec, le 9 septembre 2004. 18 pages.

DUFOUR, Jules. 2006. Vers une militarisation croissante du Canada. Saguenay. Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) – Section Saguenay-Lac-Saint-Jean. Centre de recherche sur la mondialisation. Le 2 octobre 2006. [Adresse Internet](#).

DUFOUR, Jules. 2006. Le désarmement nucléaire, hypocrisie et utopie. Bellacio, le 13 novembre 2006. Adresse Internet: http://bellacio.org/fr/article.php3?id_article=37072

DUFOUR, Jules. 2007. [L'ONU et la gouvernance mondiale](#). Soumission ou actions préventives pour un monde juste et solidaire. Saguenay, Association canadienne pour les Nations Unies – Section Saguenay-Lac-Saint-Jean. Centre de recherche sur la mondialisation. Le 2 janvier 2007.

DUFOUR, Jules. 2007. [Le réseau mondial des bases militaires américaines](#). Les fondements de la terreur des peuples ou les maillons d'un filet qui emprisonne l'humanité. Centre de recherche sur la mondialisation. Le 10 avril 2007.

DUFOUR, Jules. 2007. [Participer à la guerre d'occupation en Afghanistan est une bonne affaire pour les industries de l'aérospatiale et de la défense](#). Saguenay, Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU). Centre de recherche sur la mondialisation. Le 10 avril 2007.

NUMA GOUDOU, J. 2007. L'ONU ira au Darfour, mais comment? Journal Le Devoir, le 18 juin

2007, p. B2.

GLOBAL POLICY FORUM. 2003. Military Spending vs. Official Development Aid as a Percentage of Gross Domestic Product 2003. [Adresse Internet.](#)

HNS-INFO. 2007. Dépenses militaires mondiales : 1204 milliards de dollars (US) en 2006. Mouvement de la Paix, le 23 juin 2007. Adresse Internet : http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=11498

IRAQ SOLIDARIDAD. 2007. Al inicio de 2007 habia en el pais 55 grandes instalaciones estadounidenses. Las bases de EEUU en Iraq y la nueva embajada en Bagdad. Informe de «Global Policy Forum». Marzo de 2007. 11 paginas. [Adresse Internet.](#)

LE MONDE.Fr et AFP. 2007. En dix ans, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 37% selon une étude. Le 11 juin 2007. [Adresse Internet.](#)

L'EXPANSION.COM. 2007. La France au troisième rang des dépenses militaires mondiales. Le 11 juin 2007. Adresse Internet : <http://www.lexpansion.com/art/1.0.159024.0.html?xtor=RSS-3>

MAMPAEY, L. 2006. Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels. Compendium 2006. [Adresse Internet.](#)

NATIONS UNIES. 1983. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements. Paris, Economica. 121 pages.

NATIONS UNIES. 2006. Disarmament Commission. 2006 Substantive Session. 269 & 270th Meetings. Department of Public Information. News and Media Division, New York. 10 avril 2006. 10 pages. [Adresse Internet.](#)

OXFORD RESEARCH GROUP. 2006. War on Terror' Failing, and Distracting Politicians from the Genuine Threats to Global Security : <http://www.commondreams.org/news2006/0613-07.htm>

OXFORD RESEARCH GROUP. 2006. Global Response to Global Threats. Sustainable Security for the 21st Century. Briefing Paper. June 2006. 35 pages.

PROJECT PLOUGHSHARES. 2007. The 2007 Armed Conflicts Report - preview. The Ploughshares Monitor. Summer 2007, volume 28, no.2. 2 pages. Adresse Internet : <http://www.ploughshares.ca/libraries/monitor/mon07list.htm>

RED-STARS. 2006. La Russie a exporté des armements pour plus de 6 milliards de dollars en 2006. Adresse Internet : <http://red-stars.org/spip.php?article130>

REUTERS. 2007. Washington en tête - Les dépenses militaires ont augmenté en 2006. Journal Le Devoir, le 12 juin 2007. Adresse Internet : <http://www.ledevoir.com/2007/06/12/147018.html>

SIPRI. 2007. SIPRI Yearbook 2007. Armaments, Disarmament and International Security The Yearbook is SIPRI's annual compendium of data and analysis of developments in security and conflicts, military spending and armaments and non-proliferation, arms control and disarmament. Stockholm. Juin 2007.

THE HAGUE APPEAL FOR PEACE. 1999. Peace is a human right. Time to abolish war. Conference Program. La Haye, mai 1999. 80 pages.

UNITED NATIONS. 2007. The Millenium Development Goals Report 2007. New York, United Nations. July 2007. 36 pages. Adresse Internet : <http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/mdg2007.pdf>

VAREA, C., 2006. Las bases Militares de EEUU en Iraq. 4 mai 2006. IraqSolidaridad. Adresse internet : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=31034>

YAHOO France Actualités. 2007. Les dépenses militaires mondiales ont augmenté en 2006. Le 11 juin 2007. Adresse Internet : <http://fr.news.yahoo.com/11062007/5/les-depenses-militaires-mondiales-ont-augmente-en-2006.html>

AUTRES SOURCES

Calendrier d'événements du secteur de l'aérospatiale et de la défense 2007-2008: <http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/ad-ad.nsf/fr/ad03575f.html>

[GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX](#) (GRIP). Les 40 principaux importateurs d'armements conventionnels.

Les objectifs du Millénaire pour le développement : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

[National Priorities Project.](#)

[World military expenditures, 1988-2006.](#)

NOTES

1. Le SIPRI, une organisation financée par le gouvernement suédois, est spécialisé dans l'étude du commerce des armes et l'analyse des dépenses militaires.
2. Les membres du Club nucléaire, au début de 2007, possèderaient un total de 26 000 têtes nucléaires selon le SIPRI.

ANNEXE . [Calendrier d'événements du secteur de l'aérospatiale et de la défense en 2007](#)



Jules Dufour, Ph.D., est Professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi, Président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) /Section Saguenay-Lac-Saint-Jean, Membre du cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, Membre chevalier de l'Ordre national du Québec.

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca